Synthese-FR10A-modeleproductif 11/03/2014 16:43 Page 1

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREMIER MINISTRE

Commissariat général
à la stratégie
et à la prospective

OCTOBRE 2013 SYNTHÈSE

Note d'introduction au débat national disponible sur http://www.strategie.gouv.fr/blog/2013/09/note-quel-modele-productif/

Quel modèle productif ?

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la France a mis en place un modèle de production efficace, porteur de croissance et d'emploi. Ce modèle, qui a commencé à s'essouffler dans les années 1980, n'apparaît plus adapté à la nouvelle donne économique, entre mondialisation et renouvellement accéléré des produits. Les atouts du pays – ses grandes entreprises, ses infrastructures, sa démographie, sa main-d'œuvre qualifiée – ne parviennent plus à contrer ses faiblesses sur l'innovation, les gains de productivité, le marché du travail, la formation. Des choix décisifs s'imposent pour rendre ce modèle productif plus performant, dans une perspective de croissance durable.

Une croissance qui n'a cessé de décliner

Le taux de croissance de l'économie française est sur une pente descendante depuis trente ans. Il était en moyenne de 2,4 % dans les années 1980, de 1,9 % pendant la décennie 1990 et de 1,8 % pendant la période précédant la crise de 2008. Et nul sur les quatre dernières années. Ce ralentissement s'explique par la baisse des gains de productivité globale des facteurs, reposant essentiellement sur le progrès technique. Une des causes tient à la diminution du poids de l'industrie dans l'économie française, secteur où les gains de productivité sont les plus importants.

Les investissements des entreprises françaises dans les machines et les équipements se révèlent inférieurs à ceux des entreprises allemandes et américaines. En France, ils sont moins tournés vers l'augmentation des capacités de production qu'en Allemagne ; les États-Unis les consacrent davantage à l'industrie logicielle, ce qui souligne le retard français dans l'essor du secteur numérique.

Jusqu'au début des années 2000, les dépenses de Recherche et Développement (R&D) se maintenaient dans la moyenne des pays développés. Depuis, l'écart s'est creusé vis-à-vis des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne et s'est réduit par rapport aux pays émergents.

Commissariat général
à la stratégie
et à la prospective

Quel modèle productif ?

SYNTHÈSE

Une faible résistance à la concurrence internationale

La France perd des positions dans les échanges internationaux. Sa part de marché dans les exportations de biens et de services est passée de 6 % en 1994 à moins de 4 % en 2012.

Ce manque de compétitivité, conjugué au dynamisme des importations, se traduit par un déséquilibre de la balance commerciale, atteignant 2,2 % du PIB (Produit intérieur brut) en 2012. Celui-ci est principalement nourri par le déficit dans les échanges de biens matériels, ce qui met en lumière la faiblesse de l'industrie française. Dans les échanges de services, qui représentent 1/5e de ses exportations, la France est au contraire excédentaire, en particulier grâce aux revenus du tourisme qui la classent en troisième position au niveau mondial. Mais ce surplus ne suffit pas à combler le "trou".

Le marché du travail fonctionne mal

La France est marquée par un taux de chômage élevé : 10,2 % de la population active, contre 5,4 % en Allemagne et 11,3 % dans la zone euro. Depuis 2000, le taux d'emploi a légèrement augmenté grâce à la progression de l'emploi féminin. Près de 64 % des Français en âge de travailler sont en emploi : c'est loin de l'objectif fixé par la Commission européenne d'un taux d'emploi de 70 %, qui permettrait un gain de croissance de 0,5 %. La France se distingue aussi par un taux d'emploi élevé des 25-54 ans, contrebalancé par la faiblesse de celui des jeunes et des seniors.

Le marché du travail français se caractérise par une dualité, avec d'un côté les "inclus" et de l'autre, les "précaires". Un noyau important de salariés bénéficie d'un emploi plutôt protégé ; ceux ayant au moins dix ans d'ancienneté dans leur entreprise représentent 45,6 % des personnes en poste. La part des emplois temporaires a été multipliée par plus de deux en 30 ans, pour atteindre 15 % en 2012. La rotation de main-d'œuvre se concentre dans certains secteurs, les services notamment. En France, la possibilité de passer d'un emploi précaire à un emploi stable demeure par ailleurs faible en comparaison européenne. Cette dualité du marché du travail s'accompagne d'un autre mouvement : les emplois très qualifiés et peu qualifiés augmentent davantage que ceux du milieu de l'échelle.

Corriger les faiblesses du modèle productif français

RELEVER LA CAPACITÉ DES ENTREPRISES À INNOVER ET EXPORTER

Globalement, la France créé des biens de moyenne gamme à des coûts relativement élevés. Elle subit à la fois la concurrence de l'Allemagne qui fabrique des produits hauts de gamme à des prix compétitifs et celle des pays produisant des biens bas de gamme à faible coût. Pour faire face à cette concurrence, les entreprises sont contraintes de baisser leurs marges, réduisant leur capacité d'investissement et d'innovation. Le taux de marge de l'industrie a en effet chuté de 33 % à 27 % entre 2000 et 2012.

La baisse de rentabilité des entreprises industrielles ne résulte pas seulement des rémunérations de leurs salariés. D'autres facteurs jouent, comme le prix des services qu'elles achètent (un secteur où il y peu de concurrence), le coût de l'énergie, de l'immobilier et la fiscalité. Ces éléments peuvent expliquer des différences de compétitivité avec l'Allemagne.

Pour favoriser les exportations, les politiques à mener doivent s'efforcer de restaurer les marges des entreprises.

FAIRE ÉMERGER DES ENTREPRISES DE TAILLE INTERMÉDIAIRE

L'économie française s'appuie sur des grands groupes internationaux et de nombreuses PME. Entre les deux manquent des entreprises de taille intermédiaire (ETI), une des causes de la faiblesse des exportations. On en compte effectivement deux fois moins qu'en Allemagne et qu'en Grande-Bretagne. Dans l'hexagone, les PME rencontrent des difficultés pour grandir ou sont rachetées par de grandes entreprises.

Si le pourcentage d'entreprises qui meurent chaque année est quasiment identique en France et en Allemagne, le nombre de créations s'avère bien supérieur chez nos voisins outre-Rhin, notamment dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. On observe également une moindre rotation des emplois en France. Or la capacité de mobilité des ressources humaines d'une firme à l'autre constitue un atout pour l'innovation.

Un mauvais positionnement de la France

Avec la mondialisation, les processus de production ont été fractionnés, permettant de réaliser chaque étape là où les compétences et les matières nécessaires sont disponibles au meilleur coût. La France peine à trouver sa place dans cette nouvelle division internationale du travail. Le *made in France* bénéficie d'une moins bonne réputation de qualité ; ses produits ne misent pas assez sur les compétences et les savoirs peu imitables.

Les PME peinent à s'internationaliser

La présence sur les marchés mondiaux nécessite une main-d'œuvre hautement qualifiée. Les entreprises internationales comptent un nombre plus élevé d'emplois de cadres/ingénieurs. En France, les PME éprouvent des difficultés à recruter ces compétences, parce qu'elles ne parviennent pas toujours à s'aligner sur les rémunérations des grands groupes ou à travailler en partenariat avec les universités et grandes écoles.

La France ne mise pas non plus assez sur les talents étrangers. L'immigration de travail est faible : 9 % des titres délivrés début 2012 répondaient à un motif professionnel contre 20 % en Grande-Bretagne. Les 288 500 étudiants étrangers inscrits à l'université font de la France le 5e pays d'accueil dans le monde, loin derrière le Royaume-Uni.

La complexité du marché du travail, de la réglementation, de la fiscalité ne facilite pas la croissance et l'innovation des entreprises. Un effort de simplification et de réorientation s'impose.

REDONNER DE LA COHÉRENCE AU SYSTÈME DE PRODUCTION

L'industrie pâtit de plusieurs défauts. En premier lieu, les mauvaises relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Les délais de paiement sont plus élevés en France qu'en Allemagne ; et les grandes entreprises prennent plus de temps pour payer leurs fournisseurs que les PME. Cela freine leur développement en les empêchant de disposer des ressources nécessaires à leur stabilité.

Des capacités d'innovation mal exploitées

Le système d'innovation français est parmi les mieux classés au monde, avec des indicateurs positifs comme la proportion du nombre de chercheurs ou le nombre de diplômés en sciences et technologies dans le secteur public. Mais il peine à exprimer tout son potentiel productif. Ces ressources intellectuelles se traduisent mal en termes d'emplois et de chiffre d'affaires. La capacité d'irriguer la sphère de l'entreprise par des transferts technologiques semble largement perfectible.

Des relations sociales paradoxales

Les Français entretiennent un rapport ambivalent au travail. Ils y accordent beaucoup d'importance mais 65 % souhaitent que celui-ci prenne moins de place dans leur vie. Le chômage, les mauvaises conditions de travail et la qualité médiocre des relations sociales jouent certainement un rôle.

La France conserve l'image d'un pays marqué par les conflits sociaux alors que les indicateurs de grève ont baissé. La représentation collective des salariés et le dialogue social varient beaucoup selon les secteurs et la taille des entreprises. Les partenaires sociaux rencontrent des difficultés pour réguler les conditions d'emploi des salariés, accompagner les transitions professionnelles ou anticiper les mutations économiques des entreprises.

Des destins professionnels figés

Le système de formation français, où chaque cursus mène à un métier spécifique, pèse sur les capacités de reconversion des salariés. Les compétences acquises, trop souvent associées à un champ professionnel, limitent la mobilité et, ce faisant, la progression des individus dans l'échelle sociale. D'autres pays, comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, misent sur des formations davantage axées sur la diffusion de compétences transversales ou générales, plus facilement transférables d'un secteur à l'autre.

Les politiques publiques doivent veiller à une meilleure cohérence entre recherche publique et privée, entre donneurs d'ordre et sous-traitants, entre formation et besoins de qualification dans une société de la connaissance.

Quelques scénarios

Quelle croissance à l'horizon 2025 ?

Les organismes internationaux prévoient une croissance potentielle de 1,5 % pour les dix ans à venir. Des prévisions fragiles, compte tenu des incertitudes liées aux effets de la crise. On ne peut exclure un scénario "noir", avec une stagnation de la productivité due à l'absence de progrès technique, dans lequel la croissance s'établirait entre 0,3 % et 0,7 %.

Commissariat général
à la stratégie
et à la prospective

Quel modèle productif ?

SYNTHÈSE

Pour assurer la soutenabilité des finances publiques et répondre aux souhaits des Français de voir augmenter leur niveau de vie, il faudrait viser au moins 2 % de croissance. Mais quelle croissance ? Une autre approche consiste à préserver et développer le capital social et environnemental, ce qui implique de rendre prioritaire la transition énergétique. Une voie médiane serait de définir les conditions d'une croissance soutenable de 2 %, en jouant sur les déterminants classiques tout en intégrant les enjeux sociaux et environnementaux.

Du côté de l'emploi, des leviers peuvent être actionnés pour augmenter le taux d'emploi et la "qualité de la main-d'œuvre", en réformant notamment la formation initiale et continue.

Du côté de l'investissement, au-delà de l'amélioration de la rentabilité des entreprises, plusieurs facteurs sont à prendre en considération. Faut-il favoriser un financement par le crédit bancaire ou par les marchés ? Faut-il mettre en place des outils fiscaux ou réglementaires permettant d'allonger l'horizon de décision de l'entreprise ?

L'innovation pose d'autres questions. Faut-il aller plus loin dans le soutien à la recherche en entreprise ? Vaut-il mieux concentrer les moyens sur des projets ou des secteurs ? Quelle organisation au sein des grandes villes pour mieux accompagner les activités industrielles ?

Quelle dynamique pour une meilleure production ?

L'entreprise allemande, patrimoniale et familiale, a été enviée pour sa capacité à exporter et à gérer la crise. Pourtant, quinze ans plus tôt, on vantait les mérites d'un capitalisme populaire de petits porteurs, avec des salariés actionnaires de leur outil de production. Les deux modèles peuvent coexister en France mais la politique fiscale doit être menée de façon cohérente ; le modèle patrimonial peut être renforcé par une fiscalité de la transmission, le capitalisme populaire par celle de la détention d'actions.

Les entreprises allemandes ont privilégié une gestion fondée sur la codécision des parties prenantes, comme les représentants des salariés. D'autres choisissent une gouvernance où les salariés prennent peu part pour gagner en flexibilité, un atout dans les secteurs aux innovations rapides. Quel mode de décision privilégier ?

La vitalité du tissu productif se traduit par une capacité à faire naître des entreprises innovantes et à faire disparaître les moins efficaces. Comment adapter le marché du travail, la protection sociale mais aussi les étapes de la vie d'une entreprise pour que les ressources, la main-d'œuvre et le capital, soient redistribués de façon efficace ?

Quelles institutions pour le marché du travail ?

Les institutions devront faciliter la mobilité importante des salariés induite par le changement technique en sécurisant notamment les parcours professionnels et en favorisant les évolutions de carrière ascendantes. Cela implique une refonte du droit du travail, en articulation avec les apports de la négociation collective.

Quelle stratégie à l'international ?

Pour occuper une place de choix dans le commerce mondiale, l'Allemagne a misé sur une puissante industrie manufacturière, en délocalisant la part de sa production à faible valeur ajoutée. Le Royaume-Uni a au contraire joué la carte des services échangeables.

Les services qui représentent 60 % de l'activité économique globale mais seulement 20 % du commerce international vont prendre une place grandissante dans les échanges. Miser sur les services, consommateurs en savoir, où la France possède un avantage, est-il la solution, notamment au moment où la frontière entre ceux-ci et l'industrie devient plus poreuse ? Faut-il opter pour un modèle hybride, en plaçant l'effort sur les sous-secteurs à forts gains de productivité ? Ou l'enjeu central n'est-il pas au final celui de la créativité et de l'innovation ?

Toutes les infos sur "Quelle France dans 10 ans ?"
sur **www.strategie.gouv.fr**

La synthèse de la note d'introduction au débat national "Quel modèle productif ?" - octobre 2013 est une publication du Commissariat général à la stratégie et à la prospective
Directeur de la publication : Jean Pisani-Ferry, commissaire général - Directeur de la rédaction : Hervé Monange, adjoint au commissaire général
Rédaction : Nathalie Quéruel
Impression : Commissariat général à la stratégie et à la prospective - Dépôt légal : octobre 2013 - N° ISSN : 1760-5733
Contacts presse : Jean-Michel Roullé, responsable de la communication - 01 42 75 61 37 / 06 46 55 38 38 - jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr
Magali Madeira, chargée de mission communication - magali.madeira@strategie.gouv.fr - 01 42 75 60 39 / 06 16 22 29 84